



Manifestation en janvier pour que l'UE adopte des sanctions contre le régime turc.

BRUXELLES



BERLIN

Pour la liberté de la presse turque, en 2017.



LONDRES

En décembre 2019, lors du sommet anniversaire de l'Otan.



WASHINGTON

Protestation contre la visite du président turc à la Maison-Blanche, en novembre 2019.

POURSUIVIS POUR LEURS IDÉES, DE PLUS EN PLUS D'OPPOSANTS AU RÉGIME DU PRÉSIDENT ERDOGAN TROUVENT REFUGE EN EUROPE. ILS NOUS RACONTENT LEUR VIE D'EXIL, ENTRE INDIFFÉRENCE, HOSTILITÉ ET MENACE.

PAR **YANN PERREAU**



PARIS

Le 9 janvier, rassemblement protestataire huit ans après l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris.

TRAQUES TURQUES

Fin mars, le coordinateur de l'Assemblée citoyenne des originaires de Turquie (Acort), Ümit Metin, trouve sur la porte de ses locaux, dans le 10^e arrondissement de Paris, une croix peinte.

Identique à celle taguée au même endroit en novembre 2020, accompagnée de ces mots : « Islam = mort ». L'Acort porte plainte. Paradoxe flagrant, « c'est précisément contre les idées des fondamentalistes islamistes et des nationalistes de tous bords », rappelle Metin, que son association œuvre depuis quarante ans. Il cite, parmi ses nombreuses actions, l'accompagnement des nouveaux arrivants turcs vers la citoyenneté française par les valeurs de la République, la laïcité, l'égalité entre hommes et femmes, etc. Véritable tour de force, l'Acort a dorénavant le soutien de toutes les minorités de Turquie : Kurdes, Alévis, Arméniens, mais aussi LGBT. L'association manifeste pour dénoncer les atteintes aux libertés fondamentales là-bas, ce qui fait d'elle, comme une double peine, la cible des sbires du pouvoir turc. Les Loups gris, organisation armée ultra-nationaliste, s'attaquent, un peu partout dans le monde, aux « dissidents » de leur communauté, ceux qui refusent de voir la république de Turquie devenir une autocratie liberticide. Quelques jours après la menace de mort, comme pour remuer le couteau dans la plaie, l'Acort reçoit une lettre d'un conseiller élu de l'arrondissement, la sommant de « prendre position sur le financement de la mosquée de Strasbourg ». « Amalgame symptomatique : Turc = musulman = communautarisme », regrette le coordinateur Metin, qui s'inquiète de la montée d'une xénophobie inédite, en France, à l'égard des Turcs. « L'Europe a de plus en plus tendance à l'oublier, cette autre Turquie », déplore le journaliste Can Dündar à propos de ceux qui continuent de se battre comme lui pour la démocratie, quitte à en payer le prix fort. « En Turquie, on m'a jeté en prison puis on a tenté de m'assassiner, résume-t-il. J'avais le choix entre mort et exil, j'ai choisi l'exil. » Il vit, depuis cinq ans, à Berlin, où il a rejoint la communauté turque d'Allemagne, la plus importante d'Europe avec 2,7 millions de personnes (en France, qui arrive juste après, on compte environ 700 000 Turcs d'origine et Franco-Turcs).

Comme pour beaucoup de ses concitoyens, cet exil ne s'est imposé qu'au bout d'un processus long, douloureux. Scruté depuis longtemps par le pouvoir pour ses reportages, Dündar avait déchaîné la fureur d'Erdogan début mai 2015, en révélant dans le journal dont il était rédacteur en chef un scandale d'État : des photos de camions militaires remplis d'armes, envoyés par Ankara vers la Syrie pour aider un groupe de rebelles proches de djihadistes. « Je ne le lâcherai pas, avait déclaré Recep Tayyip Erdogan à son égard, je le suivrai, et il devra payer la facture ! » Accusé d'espionnage et divulgation de secrets d'État, emprisonné, Dündar échappe, le jour de son procès, à une tentative de meurtre dans la rue. Il vit ensuite entre l'Europe et la Turquie, jusqu'au coup d'État raté du 15 juillet 2016, suivi de purges massives : arrestations sans preuves, jugements hâtifs, dizaines de milliers de personnes envoyées en prison, parfois à vie. Le journaliste comprend à ce moment qu'il a perdu son pays. « J'étais en Espagne, se souvient-il. Mon avocat m'a appelé pour me dire : "Ne rentre pas, ils arrêtent les opposants par milliers." » Parmi celles qui réussissent alors à passer la frontière pour fuir la répression féroce du régime, seules 8 025 personnes obtiendront l'asile politique en Allemagne, pour 1 290 en France. Exilée à Zagreb depuis cinq ans, Ece Temelkuran évoque dès le début de notre entretien le coup de fil semblable qu'elle reçut en 2011. Le

premier d'une longue série. Elle est alors à l'aéroport de Tunis, s'apprête à rentrer chez elle quand son avocat l'appelle : « Des journalistes sont interpellés par douzaines. Fuyez ! » Parmi les premières victimes des trolls du pouvoir turc sur les réseaux sociaux, cette journaliste respectée y est alors chaque jour menacée de mort. Fin 2013, tandis qu'elle se trouve à Londres, le gouvernement l'accuse d'être une « provocatrice » et d'avoir « orchestré les mouvements protestataires de Gezi ». Un journal pro-Erdogan précise le numéro de son siège, sur son vol pour Ankara, au cas où quelqu'un voudrait lui régler son sort... Dans un café de la capitale anglaise, elle retrouve une amie journaliste iranienne, accusée comme elle d'être un « agent étranger » par son gouvernement, lequel invente à son propos des ragots de coucheries. « Les vraies souffrances de l'exil se vivent sans gloire, confie-t-elle, dans la solitude, voire la honte. » Elle évoque les moqueries, « presque pires que les menaces de mort ou de viol, parce qu'elles vous dépouillent de votre dignité », l'indifférence des amis qui brise le cœur. « Quand une femme est attaquée en Turquie et n'est pas l'épouse ou la sœur de quelqu'un, un silence bizarre se fait. Personne ne veut se salir les mains. Pour finir, vous ne ressemblez pas aux personnages de "La Servante écarlate", mais plutôt à de pâles silhouettes, qui n'aiment guère parler. »

« **Le silence même n'est plus à toi** », tel est le titre du recueil de textes d'Asli Erdogan (même patronyme mais aucun rapport avec le chef de l'État), qui valurent à l'écrivaine d'être incarcérée à la prison pour femmes de Bakirköy, à Istanbul, en août 2016. Libérée sous la

pression internationale, elle n'arrivera pas à rentrer chez elle pendant deux mois : « Cela me remémorait trop l'arrestation, confie-t-elle, ces cinquante hommes armés de fusils automatiques débarqués dans mon appartement. » Asli vit un temps chez sa mère, passe l'année suivante entre la Turquie et l'étranger, condamnée puis relaxée sans cesse au fil de procès kafkaïens, « une forme de torture psychologique ». Son passeport lui est confisqué, puis rendu afin qu'elle puisse recevoir un prix littéraire prestigieux en Allemagne. « C'était peut-être une façon pernicieuse de me faire partir, estime-t-elle aujourd'hui. Le pouvoir préfère parfois éloigner les voix les plus critiques, qui ont moins d'écho depuis l'étranger. » Certains n'ont pas eu sa « chance » de pouvoir quitter le pays, ou du moins pas par un biais légal. Dilek Dündar, la femme de Can, fut ainsi stoppée à l'aéroport d'Istanbul en 2016, son

“
JE NE LE
LÂCHERAI PAS,
AVAIT DÉCLARÉ
ERDOGAN, À
L'ÉGARD DU
JOURNALISTE
DÜNDAR.
IL DEVRA PAYER
LA FACTURE !
”



La journaliste Ece Temelkuran avec Hillary Clinton au sommet Women in the World à New York, en 2018.

○ ○ ○ passeport confisqué, alors qu'elle voulait rejoindre son mari à Berlin. « Sans raison valable, hormis qu'elle est ma femme », s'emporte le journaliste. Après trois ans et demi de démarches infructueuses, elle décide de franchir la frontière, « par la voie illégale », dit Dündar. Façon pudique de dire qu'elle a dû traverser la frontière en clandestin jusqu'en Grèce, via les passeurs, au risque de sa vie. Les époux sont désormais réunis en Allemagne, où leur fils, qui vivait à Londres, les a rejoints. Asli, en revanche, est arrivée seule, presque démunie, à Berlin. Elle n'avait qu'une petite valise, croyant qu'elle retournerait chez elle quelques jours plus tard. Les autorités allemandes l'en ont dissuadée, évoquant le mandat d'arrêt international émis par son gouvernement contre elle. La police berlinoise l'a placée sous protection rapprochée, car des loup gris seraient à ses trousses outre-Rhin.

Tel est aussi le danger pour les membres de cette diaspora politique : se voir dénoncés ou même attaqués, dans les pays qui les accueillent, par des concitoyens nationalistes belliqueux. Sans parler des services secrets turcs, qui se chargent de certains « traîtres à la nation », pourchassés, enlevés, torturés parfois, où qu'ils se trouvent à l'étranger. C'est le cas pour les « gülenistes », membres d'une confrérie religieuse, dont Erdogan affirme qu'ils seraient les auteurs du coup d'État de 2016. « Le gouvernement se targue de telles opérations, notamment dans les Balkans », confirme Dündar. D'autres sont passées sous silence, comme l'assassinat en 2013, au cœur de Paris, de trois militantes kurdes et turques du PKK, le bras armé des indépendantistes kurdes. Derrière l'assassin, l'implication du pouvoir turc fait peu de doutes, une enquête belge ayant même révélé récemment l'implication de l'ex-ambassadeur de Turquie en France dans l'affaire. Sibel Agrali, directrice du Centre Primo-Levi de soins et de soutien pour les personnes victimes de la torture et de la violence politique réfugiées en France, mentionne la présence de nombreux patients

d'origine turque. « Jusque récemment, il s'agissait surtout de militants politiques de gauche, principales victimes des persécutions en Turquie, précise-t-elle. Nous avons désormais de plus en plus de Kurdes. Tous, en tout cas, ont un passé politique intense. »

« **Aujourd'hui, on est considéré par Ankara** soit pro-AKP (le parti au pouvoir), soit pro-PKK ou güleniste », déplore Ümit Metin. Le coordinateur de l'Acort évoque des tentatives de contrôle, d'intimidation et de surveillance au sein même de la communauté turque. Il pointe notamment du doigt le rôle joué par certains imams, qui travaillent en France mais sont des fonctionnaires du gouvernement turc, auquel ils font remonter des informations sur leurs concitoyens. Metin se réjouit que la récente loi sur le séparatisme implique la fin de ce statut controversé. Il constate toutefois qu'une partie de la nouvelle génération « se sent de plus en plus incriminée en France et a tendance à trouver refuge dans les identités nationalistes ou religieuses. Ils se disent : "On ne sera jamais vraiment considérés comme français" ». Une aubaine pour l'AKP, qui drague ce vivier de voix. Dündar le confirme : le parti du président est très actif parmi la communauté turque d'Europe. Erdogan est allé en personne faire campagne, en Allemagne et en Belgique, avant les élections de 2018. Il a obtenu la majorité parmi ces électeurs de l'étranger. Les Turcs peuvent en effet voter depuis 2014 dans leur pays d'immigration, mais ni Dündar ni ses amis ne prendraient le risque d'aller se présenter à leur consulat pour mettre un bulletin dans l'urne. Considérés comme des « hors-la-loi » par leur gouvernement, ils ont

leurs noms affichés sur des listes, et les employés consulaires auraient pour devoir de les arrêter. Un nombre conséquent de dissidents politiques turcs se retrouvent même aujourd'hui sans passeport valide. Ainsi de ces 2 000 universitaires qui signèrent une tribune contre les opérations militaires dans la région kurde du pays en 2016. Leurs noms furent communiqués à Interpol, leurs passeports invalidés, ou déclarés « volés » aux polices des frontières européennes. Un bon nombre d'entre eux purent malgré tout émigrer et trouver des postes en Europe, grâce à la solidarité de leurs concitoyens et du réseau universitaire. Et pour ceux qui ont obtenu le statut de réfugiés politiques, il est aussi hors de question d'aller voter dans leur consulat : cela signifierait qu'ils ne sont plus en danger, et ils risqueraient de facto de perdre leur statut. « Ce n'est pas nous qui avons quitté la Turquie, c'est la Turquie qui nous a quittés », estime Dündar. Lui n'a pas demandé le statut de réfugié politique, il a préféré rester un journaliste indépendant, libre de ses déplacements. « Je ne peux vous en parler en détail, glisse-t-il, mais j'ai rendez-vous d'ici une heure avec des amis, sur Zoom, pour préparer l'après-Erdogan. » À ses yeux, « l'après » est pour bientôt et il faut d'ores et déjà s'atteler à « réparer le pays. Tout est à reconstruire : la société civile, les universités, les médias, etc. Dündar peut s'appuyer sur le média en ligne qu'il a lancé depuis Berlin, pour la diaspora (il est inaccessible en Turquie, bloqué par les autorités). Alors que j'achève ces lignes, Asli Erdogan m'envoie un SMS m'annonçant le décès de son père : « Je n'ai pas pu lui dire au revoir, et je ne pourrai pas assister à son enterrement. C'est aussi ça, l'exil. » ■

Soutenue par la communauté internationale après son emprisonnement en août 2016 (1), l'écrivaine Asli Erdogan a été relâchée en décembre de la même année (2). Ci-dessous, le journaliste Can Dündar, exilé à Berlin depuis cinq ans.

